



Lancement du FORUM POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES (FAEF)

Sous l'égide de S.E Dr Sahar Nasr, Ministre Égyptienne de l'investissement et de la coopération internationale, et de S.E Marie-Claire Swärd Capra, Ambassadeur de la Suède en Algérie, en présence de Ms Gabriela Ramos, Directrice de cabinet du secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20.

Introduction

Plus de 200 participants représentant 22 pays, dont de nombreuses délégations ministérielles, des représentants d'organisations internationales et régionales, de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire ont pris part à cet événement de deux jours. L'événement a débuté avec le lancement de la publication de l'OCDE «L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA: l'impact des cadres juridiques Algérien, Égyptien, Jordanien, Libyen, Marocain et Tunisien». Le rapport note que même si les femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont aujourd'hui mieux éduquées et qualifiées que jamais, leur participation dans le monde du travail est toujours parmi les plus faibles au monde. Le rapport reconnaît que bien qu'il existe des différences majeures entre les pays les femmes ne partagent pas les mêmes droits que les hommes. La mise en conformité des cadres juridiques, en particulier des lois sur la famille et le travail, avec les objectifs de genre inscrits dans les constitutions nationales devrait permettre à davantage de femmes de trouver un emploi et de rendre les économies MENA plus compétitives et inclusives.



Les coprésidentes du FAEF, S.E. Marie-Claire Swärd Capra, S.E. Dr Sahar Nasr et Mme Gabriela Ramos inaugurent l'événement

Messages clés des sessions

L'autonomisation économique des femmes et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

L'Agenda 2030 pour le développement durable est universel et s'applique à tous les pays; toutes les parties prenantes doivent être à bord pour atteindre les ODD. Les panélistes ont abordé l'importance de travailler ensemble pour accélérer l'action. En ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, les pays de l'OCDE et la région MENA ont fait des efforts importants pour contribuer aux ODD. Pourtant, deux ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, un aperçu régional montrant l'impact des ODD sur l'autonomisation économique des femmes n'est pas disponible. Bien que les rapports et le suivi soient effectués par différents acteurs dans différents forums et à différents niveaux, il est difficile pour le grand public de comprendre les progrès de la région.

Assurer un équilibre entre les responsabilités personnelles et les évolutions de carrière pour les femmes & les femmes dans l'économie informelle

Les écarts persistants entre les sexes en matière d'emploi et d'entrepreneuriat résultent de l'interaction des cadres juridiques et des normes sociales. Les dispositions du droit de la famille régissent, bien qu'à des degrés divers selon les pays, les obligations des femmes en matière de se consacrer aux soins familiaux, ce qui impacte leur choix d'emploi. La nécessité, dans certains pays, d'obtenir l'autorisation du mari afin de quitter le domicile influe sur la préférence des employeurs pour l'embauche et la promotion des hommes. Les





normes et attitudes sociales, informé par la réglementation gendrisé du travail tels les prestations parentales, les dispositions relatives à la retraite et l'impôt sur le revenu, jouent un rôle important dans les décisions relatives au marché du travail. Il n'y a guère d'arrangements à temps partiel ou flexible qui aident à la fois les femmes et les hommes à concilier travail et vie familiale. La faible participation économique des femmes et les attentes sociales ont une incidence sur la représentation des femmes aux postes de décision et aux conseils d'administration. Les données ventilées par sexe sont limitées, mais il est admis que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de de façon informelle, notamment parce qu'elles sont embauchées de façon non officielle, sont actives dans des secteurs non réglementés ou travaillent à domicile ou à leur propre compte. Ainsi, une grande partie des femmes ont de bas salaires, contribuent peu à l'économie et n'ont pas accès aux systèmes de retraite.



Organisation institutionnelle et bonnes pratiques en matière d'égalité hommes-femmes

Les institutions des pays de la région ont été renforcées de manière significative pour mettre en œuvre l'agenda portant sur le genre. Cette expérience nous a appris qu'il est nécessaire d'adopter une approche globale «pangouvernementale» qui ne se concentre pas uniquement sur le pouvoir exécutif. Un dialogue politique et un développement politique concertés impliquant le secteur privé, la société civile et le monde universitaire, sous la direction des gouvernements, et en particulier des institutions nationales pour l'égalité des genres, sont essentiels pour renforcer la participation des femmes et leur autonomisation économique.



Accès aux sources de financement et à l'éducation financière

Les institutions financières ont tendance à se focaliser sur les garanties, les antécédents de crédit, l'expérience des affaires et la stratégie commerciale des emprunteurs potentiels, autant d'éléments que les femmes ont plus de difficultés à fournir que les hommes. Afin d'améliorer l'esprit d'entreprise des femmes, des solutions à la demande des femmes et à l'offre financière sont nécessaires. Renforcer la confiance des femmes, mais aussi leur capacité à accéder aux produits financiers et à les gérer, est crucial. Les pratiques financières doivent tenir pleinement compte des réalités des femmes et la discrimination fondée sur le genre et l'état civil devrait être interdite. En outre, les registres et bureaux de crédit ainsi que les mécanismes de garantie pourraient compenser les actifs limités des femmes.



Collecte de données et décisions politiques éclairées

Les bureaux nationaux de statistiques ont fait des progrès considérables dans la collecte de données ventilées par le sexe, qui sont utilisées par les organismes internationaux pour élaborer des séries de données et des indicateurs comparables au niveau international. Cependant, la disponibilité globale de données ventilées par sexe dans la région MENA est encore limitée, d'où la difficulté de déterminer les principales caractéristiques économiques des femmes. Pourtant, ces données sont indispensables pour que les gouvernements puissent adopter des politiques éclairées. Par conséquent, des efforts plus poussés sont nécessaires pour que les gouvernements produisent des données plus détaillées et de meilleure qualité pour l'élaboration des politiques et le suivi des progrès, y compris par rapport aux ODD.

Des recommandations à l'action: travailler au niveau national

Les principales conclusions et recommandations de la publication de l'OCDE "L'autonomisation économique des femmes dans la région MENA: impact des cadres juridiques Algérien, Égyptien, Jordanien, Libyen, Marocain et Tunisien" sont discutées lors de consultations nationales rassemblant représentants du gouvernement, du monde des affaires et de la société civile en vue d'identifier les domaines dans lesquels des réformes sont nécessaires. Le programme MENA-OCDE pour la compétitivité est prêt à répondre aux demandes d'assistance spécifiques aux pays concernant l'interrelation entre les cadres juridiques et l'impact économique. Cela pourrait impliquer une analyse plus approfondie des pays inclus dans la publication ainsi qu'une analyse d'autres économies.

- **Jordanie:** Dr Salma Nims, Secrétaire générale de la Commission nationale des femmes en Jordanie (JNCW), a dirigé la réunion à Amman, le 18 avril 2017. Une trentaine de représentants du secteur public et privé ainsi que d'organisations internationales y ont participé. Les participants ont noté qu'il était difficile de faire des évaluations précises de la participation économique des femmes, en raison notamment de l'insuffisance des données ventilées par sexe. Ils ont souligné l'importance de promouvoir l'autonomisation économique des femmes, y compris par le biais d'une réforme de la réglementation, et ont signalé que plusieurs considérations sociales profondément enracinées avaient empêché que les modifications législatives récemment suggérées soient appliquées. Les participants ont aussi souligné la nécessité de porter la question de l'autonomisation économique des femmes au niveau politique le plus élevé afin d'assurer le soutien des décideurs.

- **Tunisie:** S.E. Neziha Labidi, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, a animé la réunion à Tunis le 21 juin 2017. Le public multipartite a reconnu la qualité de l'évaluation de l'OCDE et a souligné l'importance du travail déjà réalisé en Tunisie. Pour aller de l'avant, les participants ont suggéré le lancement d'un groupe de suivi multipartite qui chercherait à coordonner et à développer les efforts des différentes actions politiques en vue de s'engager dans de véritables changements. Le soutien de l'OCDE a été requis.

- **Maroc:** S.E. Lahcen Daoudi, Ministre des Affaires générales et de la Gouvernance, a inauguré la réunion à Rabat le 13 septembre 2017. Les quelques 80 participants à la réunion étaient issus de différents ministères, du secteur privé, des universités et de la société civile. Tous ont félicité l'OCDE pour la qualité et la pertinence de son rapport. Une discussion animée a eu lieu au sujet des conclusions de la publication, des actions récentes prises par le Maroc mais aussi de la nécessité d'effectuer davantage de réformes politiques. En particulier, il est nécessaire de mieux comprendre l'interaction entre le contexte social et le cadre juridique, surtout au niveau infranational et en soulignant les différences entre les régions. Le Maroc pourrait mettre en place un comité afin de pousser la discussion autour de la participation économique des femmes dans la société de l'avant.

- **Libye:** La consultation a eu lieu à Tunis le 4 décembre 2017 dans le cadre d'une réunion plus large sur la validation du plan d'action à court terme pour le développement des PME en Libye. La réunion a réuni une trentaine de participants (dont 5 femmes) représentant le Conseil national de transition, le secteur privé et la société civile. La consultation a révélé que le public n'était pas encore familiarisé avec l'importance de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes et qu'il était essentiel de s'attaquer à ce problème dans le contexte d'une reconstruction plus large du pays. Il est nécessaire d'intensifier les échanges et la sensibilisation sur le sujet, comme il est essentiel que les femmes participent également au suivi du Plan d'action à court terme.

- **Égypte :** (à venir) S.E. Dr Sahar Nasr, Ministre de l'Investissement et de la Coopération internationale, co-présidente du FAEF, dirigera la réunion au Caire en début 2018.

- **Algérie :** (à venir) Le gouvernement algérien a manifesté son intérêt pour l'organisation d'une consultation nationale dont la date reste à déterminer.

Prochaines étapes

- Le programme MENA-OCDE pour la compétitivité et le programme MENA-OCDE pour la gouvernance travailleront ensemble pour identifier les besoins en matière de collecte de données stratégiques afin d'évaluer l'autonomisation économique et politique des femmes et de fournir un soutien pour le développement et la collecte de données stratégiques.

- L'OCDE continuera d'appuyer l'Agenda 2030 pour le développement durable relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Le FAEF, en tant que destinataire des informations sur les actions sensibles au genre dans divers domaines politiques conformes au cadre des ODD sera en mesure de fournir des informations sur le suivi et les rapports régionaux et internationaux sur les ODD. Il est aussi important d'évaluer la manière dont la réalisation des ODD contribuera à améliorer à la fois la coopération institutionnelle au sein des gouvernements, ainsi que la coordination avec les parties prenantes externes.

- Le programme MENA-OCDE pour la compétitivité soutiendra les réformes réglementaires et politiques des différents pays en s'appuyant sur les évaluations de l'impact des cadres juridiques nationaux et des dispositions juridiques sur la participation économique des femmes. Dans l'ensemble, le FAEF fera le suivi et le monitoring des actions politiques et les développements réglementaires dans la région.
- Les organisations régionales et internationales ont appelé à une collaboration renforcée avec les différentes parties prenantes, y compris l'OCDE. Le FAEF appuiera et complétera les actions de ces organisations; en particulier pour encourager les discussions sur le plaidoyer et les échanges de bonnes pratiques concernant les méthodes et les actions qui favorisent l'égalité économique entre les hommes et les femmes.
- Les principales conclusions de cet événement ont été récemment partagées lors de la Conférence régionale de haut niveau *"Breaking Barriers: Towards equality between women and men in politics"* au Caire et seront également présentées lors de la prochaine réunion du comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement. Le comité examinera les moyens de soutenir une réflexion commune sur les éléments qui empêchent les femmes de participer à l'économie et les répercussions sur leur participation à la vie politique, autant de facteurs qui influent sur les amendements législatifs et les réformes en faveur de l'égalité et de la non-discrimination. Le comité de pilotage continuera à soutenir l'intégration de l'égalité des sexes dans différents domaines politiques, dont les résultats seront communiqués lors de la prochaine réunion de haut niveau du FAEF qui aura lieu pendant l'été 2018.

L'OCDE : Soutenir l'autonomisation économique des femmes dans la région MENA et dans le monde



Tous les pays ont intérêt à donner aux femmes les moyens d'exploiter tout leur potentiel économique : cela a un impact direct sur la croissance, la compétitivité et le bien-être social. Cela reste toutefois un défi majeur dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où la participation des femmes à la population active est la plus faible au monde. Dans cette nouvelle étude novatrice, l'OCDE fait le point sur la situation actuelle dans six pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord – l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc et la Tunisie – et propose des recommandations politiques pour renforcer l'égalité entre hommes et femmes. L'étude est basée sur une analyse détaillée des dispositions juridiques des femmes et sur des discussions avec des experts et des groupes de discussion dans les six pays. Cette méthodologie a permis la collecte de données riches et uniques après des recherches approfondies. Alors que nous cherchons à élaborer de meilleures politiques pour un monde meilleur, promouvoir des approches qui libèrent le talent et le dynamisme des femmes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et au-delà signifiera des vies meilleures pour nous tous.

www.oecd.org/mena

© OECD 2017

Contact:

Nicola EHLERMANN

Responsable du Programme MENA-OCDE pour la
Compétitivité
OCDE Relations mondiales
Nicola.Ehlermann@oecd.org

Carlos CONDE

Chef de la Division Moyen-Orient et Afrique
OCDE Relations mondiales
Carlos.Conde@oecd.org

en anglais uniquement

En savoir plus sur notre travail sur les femmes dans la région MENA :

www.oecd.org/mena/competitiveness/womenempowerment.htm

